



INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

**Marché de prestation intellectuelle
AS17012025PI_ETUD**

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Objet du marché

Réalisation d'une étude historique sur la thématique des inondations sur le territoire du programme d'actions de prévention des inondations du gave d'Oloron

Date limite de remise des offres :

20 février 2025 à 23h55

**INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN Cedex
05 58 46 18 70
secretariat@institution-adour.fr**

Code de la commande publique

CCAG Applicable : CCAG Prestation Intellectuelle (PI) – 2021

**Procédure adaptée
Article R.2123-1 :**

Marché dont la valeur estimée hors taxes du besoin est inférieure aux seuils européens

Article 1. Pouvoir adjudicateur

Acheteur : INSTITUTION ADOUR

Adresse : 38 rue Victor Hugo – 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX

Tél. : 05.58.46.18.70

Courriel : secretariat@institution-adour.fr

Site internet : <http://www.institution-adour.fr>

L’Institution Adour est représentée par son Président, Monsieur Paul Carrère, en vertu de la délibération n° 64/2021 en date du 22 septembre 2021 de son comité syndical.

L’Institution Adour est un établissement public territorial de bassin (syndicat mixte ouvert).

Article 2. Objet du marché

La présente consultation porte sur la collecte d’éléments de mémoire des inondations du bassin versant du gave d’Oloron (archives, études, photos, photos aériennes, revues de presse, cartes postales, témoignages...). Des plus anciens témoignages/traces d’inondation (plusieurs siècles) aux événements les plus récents. La prise de recul historique sera d’au moins trois siècles avec le souci toujours d’éclairer le contexte, les questions et enjeux contemporains.

Une attention sera portée à la description de la perception du risque selon les éléments récoltés.

Cette étude est une 1ère étape dans le développement de la culture de risque, elle permettra de collecter les éléments de mémoire pour une future organisation et mise en valeur (comme par exemple : la mise en place de repères de crue, la création d’une photothèque ou d’une rubrique sur le site internet du PAPI).

Le contenu détaillé attendu de la prestation figure dans le CCS.

Article 3. Durée de validité des offres

Le délai minimum de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 4. Prix

➤ Régime des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaires selon la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

➤ Révision des prix

Les prix sont fermes et définitifs.

➤ Modalités essentielles de paiement

Le délai global de paiement des prestations est fixé à 30 jours.

Article 5. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 6. Délivrance du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable sur le site : <https://demat-ampa.fr>

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est composé des documents suivants :

- règlement de consultation (RC) ;
- cahier des clauses spéciales (CCS) ;
- décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Conformément au code de la commande publique visé dans le présent document, il est rappelé que l'offre du candidat n'a pas à être signée. À ce titre, le DCE ne comprend pas d'acte d'engagement.

Conformément à l'article R.2132-2 du code de la commande publique, l'acheteur public met à disposition le dossier de consultation par voie électronique à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr>

Il est fortement conseillé aux candidats de s'authentifier sur le site et d'indiquer une adresse courriel électronique permettant, de façon certaine, une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou modifications du DCE. Le téléchargement du règlement de la consultation est libre.

L'acheteur public ne pourra être tenu responsable des conséquences résultant du cas où un candidat n'aurait pas fourni une adresse de courrier électronique, ou aurait fourni une adresse erronée, lors du retrait du DCE.

Article 7. Forme juridique des groupements

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché plusieurs offres, en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Article 8. Présentation de la candidature et de l'offre

Les pièces de la candidature à fournir sont :

- une lettre de candidature établie sur la base du formulaire¹ DC1 à jour de la réforme de la commande ;
- une déclaration du candidat établie sur la base du formulaire DC2 à jour de la réforme de la commande publique
- les certificats fiscaux et sociaux ou l'une des pièces prescrites par les articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Pour les candidats de l'union européenne, la production de documents équivalents sera requise ;
- une attestation d'assurance à jour des primes et mentionnant l'étendue de la couverture ;
- le CCS complété et signé ;
- un RIB ;
- un mémoire technique contenant a minima :
 - les éléments méthodologiques de réalisation de la prestation

¹ Les formulaires type DC1 ou DC2 sont téléchargeables à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- les moyens humains (références, compétences) et matériels mis spécifiquement à disposition pour mener à bien la mission dans son ensemble ;
 - l'identification et la présentation du chargé de projet, interlocuteur unique ;
 - l'évaluation du temps de travail des intervenants ;
 - les références du candidat et ses prestataires pour ce type d'étude ;
 - un planning prévisionnel de l'opération ;
- le DPGF complété et signé.

Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en EUROS et en langue française.

En cas de groupement, l'offre du groupement sera déposée soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

Article 9. Cohérence de l'offre

En ce qui concerne les prix forfaitaires, en cas de discordance entre les différentes indications de l'état des prix forfaitaires figurant dans l'offre d'un candidat, l'indication en chiffres, hors TVA, figurant dans le ou les DPGF (à compléter par le candidat), prévaudra sur toutes les autres indications.

En cas de discordance entre l'état des prix forfaitaires et les documents constitutifs de l'offre du candidat, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à l'état des prix forfaitaires, le candidat, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec les indications de l'acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera considérée comme non cohérente et éliminée.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera considérée comme non cohérente et éliminée.

Article 10. Demande de renseignements/compléments

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires (d'ordre administratif ou technique) qui leur seraient nécessaires pour établir leur offre, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 7 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres**, une demande :

Via la plateforme :

<https://demat-ampa.fr>

A défaut de parvenir à l'Institution Adour **au plus tard 7 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres**, aucune demande de renseignement ne pourra être prise en compte.

Les demandes de compléments et leurs réponses seront adressées, par voie électronique, à l'adresse mail renseignée par les candidats lors de leur identification sur la plateforme.

Ainsi, une attention particulière est demandée aux candidats. En effet, ces dernières sont seules responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : validité de l'adresse mail, redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam...

En cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation, les candidats n'auront pas accès aux différentes correspondances, et notamment la publication des questions/réponses ou encore la modification du dossier de consultation en cours de marché. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

Article 11. Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Toute modification du DCE à l'initiative du pouvoir adjudicateur sera effectuée sur la plateforme de téléchargement visée au présent document. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 12. Conditions de remise des offres

12.1. Offre dématérialisée

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Le candidat répondra à la présente consultation **par voie électronique**. La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil acheteur de l'entité adjudicatrice, à l'adresse URL suivante :

<https://demat-ampa.fr>

Ni la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...), ni la transmission des plis par courrier électronique ne sont autorisées.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

La date limite pour la remise des offres est fixée au 20 février 2025 à 23h55.

12.2. Mode d'emploi et assistance

En cas d'incompréhension d'une fonctionnalité de la plate-forme, les entreprises sont invitées à contacter le service de support téléphonique notamment en cas de difficulté à remettre une réponse électronique ou à signer électroniquement un fichier.

Le service de support est ouvert de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés.

Pour tout renseignement sur l'assistance :

<https://demat-ampa.fr/entreprise/aide/assistance-telephonique>

12.3. Contraintes informatiques

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles et exploitables ; notamment, il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- les formats des fichiers suivants: .doc / .rtf / .pdf / .xls / .odt
- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros"
- faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse
- tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate.

Les candidatures et les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité, et seront donc réputées n'avoir jamais été reçues. Les candidats en seront informés dans les plus brefs délais. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

12.4. Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde :

- soit par voie électronique ;
- soit sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ;
- soit sur support papier ;
- soit par voie dématérialisée (conformément aux exigences fixées dans l'annexe 8 du code de la commande publique suite à l'arrêté du 14 avril 2023)

La copie de sauvegarde, si elle est adressée par voie électronique, est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique, ainsi que de l'arrêté du 14 avril 2023 (annexe 8 du code de la commande publique).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée sur support papier ou sur support physique électronique, doit être transmise sous pli scellé, comporter obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », ainsi que l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise, à l'adresse ci-dessous :

INSTITUTION ADOUR—38 rue Victor Hugo — 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le Pouvoir Adjudicateur.

Article 13. Critères d'attribution

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés notés sur 100 et énoncés ci-dessous :

1. **Critère « Valeur technique de l'offre et qualité des intervenants » noté sur 60 points**, étant précisé que chacun des sous-critères suivants interviendra dans le calcul de la note :
 - la clarté globale de la note méthodologique (noté sur 10) ;
 - la compréhension du contexte, des enjeux et de la finalité de la prestation (noté sur 20) ;
 - la pertinence de l'approche méthodologique (noté sur 20) ;
 - la pertinence du niveau professionnel de l'équipe et de la complémentarité des intervenants (noté sur 10) ;
2. **Critère « Prix des prestations » noté sur 40**, étant précisé que ce critère « prix des prestations » sera évalué comme suit :
 - la note maximale de 40 est attribuée à l'entreprise ayant proposé le prix le moins élevé ;
 - pour les autres candidats, le calcul s'établit comme suit : $40 \times (\text{le prix le plus bas} / \text{le prix du candidat})$.

Article 14. Déroulement de la procédure

14.1. Ouverture des offres

L'ouverture des offres des candidats est effectuée par le pouvoir adjudicateur, qui procède à l'enregistrement des pièces composant les offres.

En cas de pièce absente ou incomplète, le pouvoir adjudicateur demande à tous les prestataires concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai maximum de quatre (4) jours à compter du jour de la notification de la demande par le pouvoir adjudicateur.

Des précisions pourront être demandées au candidat si l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée. Il en sera de même si l'offre paraît anormalement basse.

Après analyse, les offres sont classées par ordre décroissant, en fonction des critères d'attribution pondérés définis au présent règlement de consultation.

14.2. Information des candidats rejetés

Lorsque le choix du pouvoir adjudicateur aura été effectué, les candidats dont l'offre aura été rejetée seront avisés par message électronique via la plateforme <https://demat-ampa.fr>.

14.3. Négociation

Le pouvoir adjudicateur peut décider, au vu de l'analyse des offres, de se réserver la possibilité de négocier un ou plusieurs éléments d'une ou des offres déposées avec le ou les candidats de son choix. Les éléments de négociations seront formalisés par message électronique via la plateforme. Le pouvoir adjudicateur précisera à l'ouverture d'une phase de négociation, si elle est décidée, les conditions formelles et de délai dans lesquelles elle se déroulera.

14.4. Établissement et signature de l'acte d'engagement entre les parties

A l'issue de la procédure de consultation prescrite par le présent document et de l'éventuelle négociation prévue dans le présent règlement, le pouvoir adjudicateur transmettra un acte d'engagement établi suivant le modèle ATTRI-1 (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2019>) au vu des éléments du DCE, de l'offre du candidat, et le cas échéant des négociations organisées.

Le candidat retenu complètera cet acte d'engagement et le renverra au pouvoir adjudicateur daté et signé, le cas échéant complété des pièces justificatives exigées, et ce dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables.

Seul l'exemplaire de l'acte d'engagement (et les annexes prescrites par le règlement de consultation) ainsi établi sera signé par le titulaire du marché et le pouvoir adjudicateur à l'exclusion de tout autre document fourni par le pouvoir adjudicateur dans le dossier de consultation des entreprises.

Article 15. Instances et voies de recours

Le Tribunal administratif de Pau est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Adresse : Villa Noullobos - 50 cours Lyautey - 64010 PAU CEDEX Téléphone : 05.59.84.94.40

Le greffe de ce tribunal constitue l'entité susceptible de fournir des renseignements complémentaires sur les voies de recours : greffe.ta-pau@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours selon les dispositions du Code de justice administrative :

- le délai de voie de recours (art. R.421-1) est en principe de deux mois à compter de la réception de la notification ou de la publication de la décision préjudiciable ;
- le référé pré contractuel (art. L.551-1) porte sur l'introduction d'un recours intervenant jusqu'à la signature du marché ;
- Une voie de recours gracieux est toujours possible, auprès du représentant de l'acheteur.